



# Protection des animaux – procédures pénales 2017 communiquées par les cantons à l'OSAV

L'OSAV publie annuellement une statistique des procédures pénales notifiées par les cantons pour infraction à la législation fédérale sur la protection des animaux. Le but de cette statistique est de montrer l'évolution dans ce domaine. Les contrôles réalisés par les cantons ainsi que les mesures qui en découlent (art. 213, al. 3, de l'ordonnance du 23 avril 2008 sur la protection des animaux [OPAn, RS 455.1]) ne sont pas traités ici.

## Introduction

En vertu de l'art. 3, ch. 12, de l'ordonnance réglant la communication des décisions pénales prises par les autorités cantonales (RS 312.3) et de l'art. 212b OPAn, les autorités cantonales sont tenues de communiquer à l'OSAV toutes les décisions pénales, les ordonnances de non-entrée en matière et les ordonnances de classement rendues en application de la législation fédérale sur la protection des animaux. Suivant les cantons, l'OSAV reçoit ces données de différentes sources : ministères publics, tribunaux, services vétérinaires cantonaux, autres autorités administratives. L'OSAV ne peut vérifier si tous les jugements lui ont été communiqués. En outre, le degré de précision des données communiquées varie d'un canton à l'autre. Par ailleurs, l'OSAV recense les jugements même si ceux-ci ne mentionnent pas l'espèce animale concernée. Il arrive aussi que plusieurs espèces animales soient touchées par une même procédure pénale, que plusieurs infractions soient commises sur la même espèce, que diverses normes pénales soient enfreintes ou que différents types de peines soient prononcés en même temps (peine pécuniaire et amende, par ex.). Tous ces facteurs font que, suivant les rubriques, les sommes obtenues peuvent être différentes.

Seules les procédures pénales de 2017 expressément communiquées à l'OSAV sont prises en considération dans la présente statistique.

## Résultats

### Total des procédures pénales communiquées

Le total des procédures pénales communiquées par les cantons à l'OSAV comprend les condamnations, les ordonnances de non-entrée en matière et de classement ainsi que les acquittements. On remarquera en outre que les procédures pénales qui se fondent exclusivement sur le droit cantonal (le plus souvent la loi sur les chiens) ou sur des normes du code pénal ne sont pas recensées dans la présente statistique.

	2015	2016	<b>2017</b>
Total des procédures pénales communiquées	1946	2368	<b>1679</b>

Le nombre de procédures pénales communiquées a diminué de 689 unités (soit de 29,1 %) en 2017 par rapport à 2016. Il s'agit de la première baisse depuis plusieurs années.

## Inculpés

Le tableau suivant présente le nombre de **personnes inculpées** selon le **sexe** et l'**âge** :

	2015	2016	2017
<b>Inculpés</b>			
<i>Total</i>	1946	2368	<b>1679</b>
<i>Femmes</i>	671	885	<b>491</b>
<i>Hommes</i>	1256	1474	<b>1133</b>
<i>Sexe inconnu</i>	19	9	<b>55</b>
<b>Âge des inculpés</b>			
<i>Total</i>	1946	2368	<b>1679</b>
<i>de 0 à 18 ans</i>	9	12	<b>11</b>
<i>de 19 à 29 ans</i>	328	407	<b>234</b>
<i>de 30 à 39 ans</i>	341	425	<b>293</b>
<i>de 40 à 49 ans</i>	393	458	<b>325</b>
<i>de 50 à 59 ans</i>	409	451	<b>342</b>
<i>de 60 à 69 ans</i>	238	278	<b>239</b>
<i>de 70 à 79 ans</i>	120	113	<b>122</b>
<i>de 80 à 89 ans</i>	23	31	<b>25</b>
<i>plus de 90 ans</i>	0	3	<b>0</b>
<i>inconnu / aucune donnée</i>	85	181	<b>88</b>

## Infractions à la loi sur la protection des animaux

Le tableau suivant présente le nombre d'infractions aux dispositions pénales de la loi du 16 décembre 2005 sur la protection des animaux (LPA ; RS 455). En plus des condamnations prononcées sur la base de l'art. 26 (« Mauvais traitements infligés aux animaux ») et de l'art. 28 (« Autres infractions »), des jugements fondés sur l'art. 27, al. 2 (« Infractions en matière de circulation d'animaux et de produits d'origine animale » ; voir ci-après), sont rendus depuis 2014.

	2015	2016	2017
<b>Infractions à l'art. 26 LPA</b>	412	488	<b>475</b>
<i>Al. 1 (intentionnelles)</i>	303	385	<b>360</b>
<i>Al. 2 (par négligence)</i>	82	90	<b>98</b>
<i>Al. 1 ou 2 (condamnation fondée uniquement sur l'art. 26, sans mention de l'alinéa concerné)</i>	27	13	<b>17</b>

<b>Infractions à l'art. 27, al. 2, LPA</b>	4	11	<b>15</b>
--	---	----	-----------

<b>Infractions à l'art. 28 LPA</b>	1437	1862	<b>1148</b>
<i>Al. 1 (intentionnelles)</i>	996	1122	<b>737</b>
<i>Al. 2 (par négligence)</i>	67	151	<b>104</b>
<i>Al. 3</i>	199	256	<b>194</b>
<i>Al. 1, 2 ou 3 (condamnation fondée uniquement sur l'art. 28, sans mention de l'alinéa concerné)</i>	175	333	<b>113</b>

Les mauvais traitements infligés aux animaux selon l'**art. 26 LPA** regroupent :

- la maltraitance, la négligence et le surmenage inutile ainsi que l'atteinte à la dignité de l'animal d'une autre manière ;
- la mise à mort d'animaux de façon cruelle ou par malice ;
- l'organisation de combats entre animaux ou impliquant des animaux au cours desquels ceux-ci sont maltraités ou mis à mort ;
- l'infligence, lors d'expériences, de douleurs, de maux ou de dommages à des animaux ou la mise de ces animaux en état d'anxiété, alors que le but visé de l'expérience aurait pu être atteint d'autre manière ;
- l'abandon ou le relâchement d'un animal domestique ou d'un animal détenu dans une exploitation dans l'intention de s'en défaire.

Selon l'**art. 27, al. 2, LPA**, est punissable quiconque contrevient à l'art. 14, soumettant à certaines conditions, limitant ou interdisant la circulation d'animaux ou de produits d'origine animale. L'art. 14, al. 1, prévoit que le Conseil fédéral peut, pour des raisons relevant de la protection des animaux, soumettre l'importation, le transit et l'exportation d'animaux et de produits d'origine animale à certaines conditions, les limiter ou les interdire<sup>1</sup>. L'art. 14, al. 2, interdit également l'importation, le transit, l'exportation et le commerce de peaux de chat ou de chien et de produits fabriqués à partir de telles peaux.

Une personne commet une « autre infraction » à la LPA au sens de l'**art. 28 LPA** dans les situations suivantes :

- elle contrevient aux dispositions concernant la détention d'animaux ;
- elle contrevient aux dispositions concernant l'élevage ou la production d'animaux ;
- elle contrevient aux dispositions concernant la production, l'élevage, la détention, la commercialisation ou l'utilisation d'animaux génétiquement modifiés ;

---

<sup>1</sup> Une interdiction d'importer des chiens aux oreilles ou à la queue coupées ainsi que des chiots âgés de moins de 56 jours non accompagnés de leur mère ou d'une nourrice a par ex. été édictée sur la base de cette disposition (art. 22, al. 1, let. b et b<sup>bis</sup>, OPAn).

- elle contrevient aux dispositions concernant le transport d'animaux ;
- elle contrevient aux dispositions concernant les interventions ou les expériences sur les animaux ;
- elle contrevient aux dispositions concernant l'abattage ;
- elle contrevient aux dispositions concernant le commerce d'animaux à titre professionnel ;
- elle contrevient aux dispositions concernant l'utilisation d'animaux vivants à des fins publicitaires ;
- elle se livre sur des animaux à d'autres pratiques interdites par la loi ou par l'ordonnance.

En vertu de l'art. 28, al. 3, LPA, est aussi punissable quiconque contrevient intentionnellement ou par négligence à une disposition d'exécution dont la violation a été déclarée punissable ou ne se conforme pas à une décision qui lui a été signifiée sous la menace de la peine prévue à cet article.

Dans environ la moitié des condamnations pour infraction à la LPA, la personne inculpée avait perpétré d'autres délits punissables en vertu d'une autre loi (Code pénal, loi sur les épizooties, loi sur la protection de l'environnement, loi sur la circulation routière, entre autres).

## Groupes d'animaux concernés

Le tableau ci-après présente le nombre de cas de condamnations par groupe d'animaux. La statistique ne mentionne cependant pas l'espèce animale concernée par les ordonnances de non-entrée en matière, les ordonnances de classement et les acquittements. Elle n'indique pas non plus les chiffres absolus des animaux concernés.

	2015	2016	2017
--	------	------	------

<b>Animaux de compagnie<sup>2</sup></b>			
	1223	1491	<b>892</b>
Chiens	996	1287	662
Chats	88	91	103
Cochons d'Inde	11	12	8
Oiseaux	37	26	23
Serpents	21	10	14
Lapins	50	37	72
Poissons	13	13	5
Tortues	7	15	5

<b>Animaux de rente<sup>3</sup></b>			
	565	620	<b>525</b>
Porcs	81	81	78
Moutons	68	93	61
Chèvres	32	43	32
Chevaux	60	54	49
Ânes	11	24	16
Bovins	281	289	250
Volaille	32	35	39

<b>Animaux vivant dans la nature</b>			
	77	130	<b>115</b>
Chevreaux / cerfs	17	43	41
Poissons sauvages	56	74	65
Oiseaux sauvages	4	13	9

<sup>2</sup> Animaux détenus par intérêt pour l'animal ou comme compagnon dans le propre ménage, ou destinés à une telle utilisation (art. 2, al. 2, let. b, OPAn).

<sup>3</sup> Animaux d'espèces détenues directement ou indirectement en vue de la production de denrées alimentaires ou pour fournir une autre prestation déterminée, ou qu'il est prévu d'utiliser à ces fins (art. 2, al. 2, let. a, OPAn).

<b>Autres animaux</b>	54	71	<b>65</b>
<b>Pas d'informations sur la catégorie animale</b>	29	70	<b>35</b>

## Infractions par espèce animale

Le tableau ci-après recense les infractions relevant de différentes catégories de délits commises plus de 20 fois par espèce animale en 2017 :

### Chiens

	2016	2017
Conditions de détention insuffisantes (place <sup>4</sup> , lumière <sup>5</sup> , eau et nourriture <sup>6</sup> , hygiène <sup>6</sup> , sorties <sup>7</sup> , par ex.)	136	136
Traitements ou soins insuffisants en cas de maladie ou d'accident <sup>8</sup>	23	18
Animal laissé dans la voiture lors de fortes chaleurs <sup>4</sup>	38	35
Mauvais traitements <sup>9</sup>	35	36
Utilisation d'un collier non conforme <sup>10</sup>	15	17
Commerce sans autorisation <sup>11</sup>	25	22
Surveillance insuffisante <sup>12</sup>	249	232
Infractions à des décisions du service vétérinaire <sup>13</sup>	37	71

<sup>4</sup> Les animaux doivent être détenus et traités de manière à ce que leurs fonctions corporelles et leur comportement ne soient pas gênés et que leur faculté d'adaptation ne soit pas sollicitée de manière excessive. Les logements et les enclos doivent être munis de mangeoires, d'abreuvoirs, d'emplacements de défécation et d'urinement, de lieux de repos et de retraite couverts, de possibilités d'occupation, de dispositifs pour les soins corporels et d'aires climatisées adéquats (art. 3, al. 1 et 2, OPAn). Les logements et les enclos doivent satisfaire aux exigences minimales fixées dans les annexes 1 à 3 et le climat à l'intérieur des enclos et des locaux doit être adapté aux animaux (art. 10, al. 1, et art. 11, al. 1, OPAn).

<sup>5</sup> Les animaux domestiques ne doivent pas être détenus en permanence dans l'obscurité. Les locaux dans lesquels les animaux séjournent le plus souvent doivent être éclairés par de la lumière du jour (art. 33, al. 1 et 2, OPAn).

<sup>6</sup> Les animaux doivent recevoir régulièrement et en quantité suffisante une nourriture leur convenant et de l'eau (art. 4, al. 1, OPAn).

<sup>7</sup> Les chiens doivent être sortis tous les jours et en fonction de leur besoin de mouvement. S'ils ne peuvent être sortis, les chiens doivent néanmoins pouvoir se mouvoir tous les jours dans un enclos. Le séjour au chenil et la détention du chien attaché à une chaîne courante ne sont pas considérés comme des sorties. Les chiens détenus à l'attache doivent pouvoir se mouvoir librement la journée durant au moins cinq heures. Le reste du temps, attachés à une chaîne courante, ils doivent pouvoir se mouvoir dans un espace d'au moins 20 m<sup>2</sup> (art. 71 OPAn).

<sup>8</sup> Le détenteur d'animaux doit contrôler aussi souvent que nécessaire le bien-être de ses animaux. Les animaux malades ou blessés doivent être immédiatement logés, soignés et traités d'une manière adaptée à leur état ou, à défaut, mis à mort (art. 5, al. 1 et 2, OPAn).

<sup>9</sup> Personne ne doit de façon injustifiée causer à des animaux des douleurs, des maux ou des dommages, les mettre dans un état d'anxiété ou porter atteinte à leur dignité d'une autre manière (art. 4, al. 2, LPA). Les moyens utilisés pour corriger le comportement d'un chien doivent être adaptés à la situation. Est par exemple interdite la dureté excessive comme les coups avec des objets durs (art. 73, al. 2, let. c, OPAn).

<sup>10</sup> Il est interdit d'utiliser des colliers étrangleurs sans boucle d'arrêt et des colliers à pointes, ainsi que des appareils qui donnent des décharges électriques (art. 73, al. 2, let. b, ch. 1 et 2, et art. 76, al. 2, OPAn).

<sup>11</sup> Le commerce professionnel d'animaux est soumis à autorisation (art. 13, al. 1, LPA).

<sup>12</sup> Les détenteurs de chiens et les éducateurs canins doivent prendre les dispositions nécessaires pour que leurs animaux ne mettent pas en danger des êtres humains ou des animaux (art. 77 OPAn).

<sup>13</sup> Font notamment partie de cette catégorie le non-respect d'une interdiction de détenir des animaux, le refus de participer à des cours d'éducation ou l'omission de notifier l'état de santé d'un animal au service vétérinaire com-

Non-suivi du cours théorique AC <sup>14</sup>	452 <sup>16</sup>	-
Non-suivi du cours pratique AC <sup>15</sup>	552 <sup>16</sup>	74
Importation d'un chien à la queue et/ou aux oreilles coupées <sup>17</sup>	11	13
Importation de chiots sans leur mère et sans nourrice / de chiots séparés trop tôt de leur mère <sup>17</sup>	4	10
Autres infractions	21	15

## Chats

	2016	2017
Conditions de détention insuffisantes (place <sup>4</sup> , lumière <sup>5</sup> , eau et nourriture <sup>6</sup> , hygiène <sup>6</sup> , par ex.)	38	55
Traitements ou soins insuffisants en cas de maladie ou d'accident <sup>8</sup>	21	35
Abandon d'un animal lors du départ en vacances ou d'un déménagement <sup>18</sup>	5	11
Blessures ou mort causées par une morsure de chien <sup>12</sup>	7	6
Mauvais traitements / mise à mort par jeu ou par méchanceté <sup>19</sup>	6	15
Commerce sans autorisation <sup>11</sup>	6	3
Autres infractions	14	13

## Porcs

	2016	2017
Conditions de détention insuffisantes (place <sup>4</sup> , lumière <sup>5</sup> , eau et nourriture <sup>6</sup> , hygiène de la porcherie <sup>6</sup> , par ex.)	18	33
Traitements ou soins insuffisants en cas de maladie <sup>8</sup>	29	27
Absence de matériel d'occupation <sup>20</sup>	20	22
Transport non conforme d'animaux malades ou blessés <sup>21</sup>	5	14

pétent. En 2017, 18 cas de non-respect d'une interdiction de détenir des animaux ont été recensés et 19 personnes n'ont pas fourni au service vétérinaire l'attestation de compétences qui leur était demandée. 37 cas concernaient d'autres infractions aux ordonnances de services vétérinaires.

<sup>14</sup> Jusqu'au 31 décembre 2016, toute personne qui entendait faire l'acquisition d'un chien pour la première fois devait fournir une attestation de compétences prouvant qu'elle avait acquis des connaissances sur la manière de détenir et de traiter les chiens.

<sup>15</sup> Jusqu'au 31 décembre 2016, toute personne qui assumait la garde d'un chien devait fournir, dans l'année qui suivait son acquisition, une attestation de compétences certifiant qu'elle avait le contrôle de son chien dans les situations de la vie quotidienne. Bien que cette obligation soit devenue obsolète le 1<sup>er</sup> janvier 2017, 74 jugements ont été prononcés en 2017 à l'encontre de personnes n'ayant pas apporté la preuve qu'elles avaient suivi un cours pratique.

<sup>16</sup> Des procédures pénales ont été engagées pour non-suivi du cours théorique ou du cours pratique. Le nombre effectif de procédures pénales liées au non-suivi de cours a été inférieur à 1004 en 2016.

<sup>17</sup> Cf. à ce sujet les commentaires à la page 3.

<sup>18</sup> Il est interdit de lâcher ou d'abandonner un animal dans l'intention de s'en défaire (art. 16, al. 2, let. f, OPAn).

<sup>19</sup> Personne ne doit de façon injustifiée causer à des animaux des douleurs, des maux ou des dommages, les mettre dans un état d'anxiété ou porter atteinte à leur dignité d'une autre manière (art. 4, al. 2, LPA). Il est interdit de mettre à mort des animaux par jeu ou par méchanceté (art. 16, al. 2, let. c, OPAn).

<sup>20</sup> Les porcs doivent pouvoir s'occuper en tout temps avec de la paille, du fourrage grossier ou d'autres matériaux semblables (art. 44 OPAn).

<sup>21</sup> Seuls les animaux susceptibles de supporter le transport sans dommage peuvent être transportés. Les animaux affaiblis ne peuvent être transportés qu'avec des précautions particulières. Les animaux blessés et malades ne

Transport avec des véhicules non conformes (surface trop grande ou trop petite <sup>22</sup> , aucune de grille de fermeture à l'arrière, par ex. <sup>23</sup> )	9	6
Autres infractions	16	11

## Moutons

	2016	2017
Conditions de détention insuffisantes (place <sup>4</sup> , lumière <sup>5</sup> , eau et nourriture <sup>6</sup> , abri <sup>24</sup> , hygiène de la bergerie <sup>6</sup> , litière <sup>25</sup> , par ex.)	35	17
Traitements ou soins insuffisants en cas de maladie <sup>8</sup>	14	13
Parage insuffisant des onglons <sup>26</sup>	7	2
Castration non conforme <sup>27</sup>	8	3
Transport non conforme <sup>21,22,23</sup>	10	9
Autres infractions	22	24

## Chèvres

	2016	2017
Conditions de détention insuffisantes (place <sup>4</sup> , lumière <sup>5</sup> , eau et nourriture <sup>6</sup> , hygiène de l'étable <sup>6</sup> , litière <sup>28</sup> , détention individuelle non conforme <sup>29</sup> , détention permanente à l'attache <sup>30</sup> , par ex.)	19	14
Traitements ou soins insuffisants en cas de maladie <sup>8</sup>	6	5
Parage insuffisant des onglons <sup>26</sup>	14	7
Transport non conforme <sup>21,22,23</sup>	8	4
Autres infractions	7	9

peuvent être transportés que sur la distance nécessaire à leur traitement ou à leur abattage, et en prenant des précautions particulières (art. 155 OPAn).

<sup>22</sup> Les animaux doivent avoir suffisamment d'espace dans les moyens de transport. L'espace minimal requis pour le transport des animaux de rente est fixé à l'annexe 4, OPAn. Des cloisons doivent être installées lorsque les animaux disposent de plus du double de la surface minimale requise (art. 165, al. 1, let. f, OPAn).

<sup>23</sup> Les véhicules et les remorques destinés au transport de bovins, de porcs, de moutons et de chèvres doivent être pourvus d'une grille de fermeture à l'arrière (art. 165, al. 1, let. h OPAn).

<sup>24</sup> Les animaux domestiques ne doivent pas être exposés longtemps et sans protection à des conditions météorologiques extrêmes. Si les animaux ne sont pas reconduits à l'étable lors de conditions météorologiques extrêmes, ils doivent avoir accès à un abri naturel ou artificiel adéquat où ils puissent se réfugier tous ensemble et en même temps, et se protéger de la pluie, du vent et d'un fort ensoleillement (art. 36, al. 1, OPAn).

<sup>25</sup> Les moutons doivent disposer d'une aire de repos recouverte d'une litière appropriée et suffisante (art. 52, al. 3, OPAn).

<sup>26</sup> Sabots, onglons, ongles et griffes doivent être soignés et coupés correctement et aussi souvent que nécessaire (art. 5, al. 4, OPAn).

<sup>27</sup> Les détenteurs d'animaux ne peuvent pratiquer une castration sur leurs jeunes mâles qu'au cours des deux premières semaines de vie de l'animal, et uniquement s'il s'agit d'animaux de leur propre exploitation. Ils doivent pour ce faire fournir une attestation de compétences reconnue par l'OSAV (art. 32 OPAn).

<sup>28</sup> Les chèvres doivent disposer d'une aire de repos recouverte d'une litière appropriée et suffisante (art. 55, al. 3, OPAn).

<sup>29</sup> Les chèvres détenues individuellement doivent avoir un contact visuel avec des congénères (art. 55, al. 4, OPAn).

<sup>30</sup> Les animaux ne doivent pas être détenus en permanence à l'attache (art 3, al. 4, OPAn). Les chèvres détenues à l'attache doivent bénéficier de sorties régulières en plein air pendant au moins 120 jours durant la période de végétation et 50 jours durant la période d'affouragement d'hiver. Elles ne doivent pas être détenues sans sortie pendant plus de deux semaines (art. 55, al. 1, OPAn).

## Chevaux

	2016	2017
Conditions de détention insuffisantes (place <sup>4</sup> , lumière <sup>5</sup> , eau et nourriture <sup>6</sup> , hygiène de l'écurie <sup>6</sup> , litière <sup>31</sup> , sorties <sup>32</sup> , par ex.)	33	27
Traitements ou soins insuffisants en cas de maladie <sup>8</sup>	8	5
Détention individuelle non conforme <sup>33</sup>	8	4
Autres infractions	5	10

## Bovins

	2016	2017
Conditions de détention insuffisantes (place <sup>4</sup> , lumière <sup>5</sup> , eau et nourriture <sup>6</sup> , hygiène de l'étable <sup>6</sup> , litière <sup>34</sup> , par ex.)	98	101
Traitements ou soins insuffisants en cas de maladie <sup>8</sup>	46	31
Pas assez ou pas de sorties <sup>35</sup>	42	36
Infractions concernant les veaux (détention à l'attache et/ou détention individuelle <sup>36</sup> , aucun accès à de l'eau en permanence <sup>37</sup> )	66	67
Transport non conforme d'animaux malades ou blessés <sup>19</sup>	12	22
Autres infractions aux dispositions concernant le transport (surface trop grande ou trop petite du véhicule de transport <sup>20</sup> , aucune litière <sup>38</sup> , aucune grille de fermeture <sup>21</sup> , chauffeur n'a pas suivi la formation requise <sup>39</sup> , par ex.)	41	43
Autres infractions	23	23

---

<sup>31</sup> Les aires de repos des chevaux doivent être recouvertes d'une litière suffisante, appropriée, propre et sèche (art. 59, al. 2, OPAn).

<sup>32</sup> Les chevaux doivent pouvoir prendre suffisamment de mouvement (utilisation ou sortie) tous les jours. L'aire de sortie doit avoir les dimensions minimales fixées à l'annexe 1 (art. 61, al. 1 et 2, OPAn).

<sup>33</sup> Les chevaux doivent avoir des contacts visuel, auditif et olfactif avec un autre cheval. Dans des cas justifiés, une dérogation temporaire peut être délivrée pour continuer à détenir seul un cheval âgé (art. 59, al. 3, OPAn).

<sup>34</sup> L'aire de repos des bovins doit être recouverte d'une litière suffisante et appropriée ou d'un matériau souple et qui épouse la forme de l'animal (art. 39, al. 2, OPAn).

<sup>35</sup> Les bovins détenus à l'attache doivent bénéficier de sorties régulières hors de l'étable pendant au moins 60 jours durant la période de végétation et 30 jours durant la période d'affouragement d'hiver. Ils ne doivent pas être détenus à l'étable sans sorties pendant plus de deux semaines (art. 40, al. 1, OPAn).

<sup>36</sup> Il est interdit de détenir à l'attache des veaux âgés de moins de quatre mois. Les veaux âgés de deux semaines à quatre mois doivent être détenus en groupe si l'exploitation compte plus d'un individu. Cette règle ne s'applique pas à la détention des veaux dans des igloos avec un accès permanent à un enclos extérieur. Les veaux détenus individuellement doivent avoir un contact visuel avec des congénères (art. 38, al. 1, 3 et 4, OPAn).

<sup>37</sup> Les veaux détenus à l'étable ou dans une hutte (igloo) doivent avoir accès à de l'eau en permanence (art. 37, al. 1, OPAn).

<sup>38</sup> L'habitacle des véhicules servant au transport, sauf en cas de transport professionnel de la volaille et des lapins dans des conteneurs standard, doit être recouvert de litière ou d'une matière équivalente absorbant l'urine et les excréments et convenant au repos des animaux durant les pauses (art. 164 OPAn).

<sup>39</sup> Dans les entreprises de commerce de bétail et de transport, les chauffeurs doivent avoir suivi une formation spécifique indépendante d'une formation professionnelle (art. 150, al. 1, OPAn).



## Poissons sauvages

	2016	2017
Utilisation d'hameçons avec ardillon <sup>40</sup>	49	38
Mise à mort non conforme <sup>41</sup>	12	9
Mort due à une contamination de l'eau par du purin ou de l'eau de chantier <sup>42</sup>	12	11
Autres infractions	7	9

## Chevreaux / cerfs

	2016	2017
Enlèvement de l'animal du lieu de l'accident sans prévenir le garde-chasse / la police après une collision avec un véhicule <sup>43</sup>	26	29
Traque / déchiquetage par un chien <sup>12</sup>	11	6
Autres infractions	6	6

En ce qui concerne les oiseaux détenus comme animaux de compagnie, les lapins, les serpents et la volaille, les infractions concernent en règle générale le non-respect des dimensions minimales des enclos prescrites par l'OPAn, une nourriture insuffisante ou une mauvaise hygiène des enclos. C'est pourquoi les infractions n'ont pas été classées par catégories.

## Peines prononcées

Les tableaux ci-après présentent le nombre de peines prononcées.

Dans environ un quart des cas, l'auteur condamné pour une ou plusieurs infractions à la loi sur la protection des animaux avait perpétré d'autres délits (infraction à la loi sur les armes, à la loi sur les produits thérapeutiques, à la loi sur les stupéfiants, à la législation sur les épizooties, vol, dommages à la propriété ou blessure corporelle, par ex.), qui augmentaient la peine prononcée à son encontre. Dans tous les cas où une peine privative de liberté a été prononcée, les inculpés ont été condamnés pour d'autres délits, en plus des infractions à la législation sur la protection des animaux.

	2015	2016	2017
<b>Amendes jusqu'à 100 francs</b>	127	172	<b>84</b>
<b>Amendes de 101 à 250 francs</b>	420	559	<b>268</b>

<sup>40</sup> Il est interdit d'utiliser des hameçons avec ardillon sur les poissons et les décapodes marcheurs. Les cantons peuvent toutefois autoriser l'utilisation d'hameçons avec ardillon par des pêcheurs professionnels et des pêcheurs à la ligne titulaires d'une attestation de compétences (art. 23, al. 1, let. c, et al. 2, OPAn en relation avec l'art. 5b, al. 4, de l'ordonnance relative à la loi fédérale sur la pêche [RS 923.01]).

<sup>41</sup> Les poissons destinés à la consommation doivent être mis à mort immédiatement (art. 100, al. 2, OPAn). Tout vertébré doit être étourdi au moment de sa mise à mort. Des exceptions sont prévues à la chasse, dans le cadre des mesures de lutte autorisées contre les animaux nuisibles et si la méthode de mise à mort elle-même plonge l'animal immédiatement, sans souffrance ni maux, dans un état d'inconscience et d'insensibilité (art. 178, al. 1 et 2, OPAn).

<sup>42</sup> Il est interdit de mettre à mort des animaux de façon cruelle (art. 16, al. 2, let. a, OPAn). Une eau contaminée par du purin ou de l'eau de chantier peut causer une asphyxie des poissons et une mort cruelle de ces derniers.

<sup>43</sup> Il est interdit de mettre à mort des animaux de façon cruelle (art. 16, al. 2, let. a, OPAn). Si l'on n'informe pas immédiatement les autorités compétentes après une collision avec un chevreuil ou un cerf, l'animal ne peut être délivré de ses souffrances le plus vite possible et meurt, le cas échéant, de manière cruelle.

Amendes de 251 à 500 francs	675	766	<b>542</b>
Amendes de 501 à 1000 francs	301	368	<b>290</b>
Amendes de 1001 à 2500 francs	102	164	<b>142</b>
Amendes de plus de 2500 francs	22	29	<b>27</b>

Montant moyen de l'amende en 2017 : 598 francs (548 francs en 2016)

	2015	2016	<b>2017</b>
<b>Peines pécuniaires</b>	408	526	<b>502</b>
<i>avec sursis</i>	368	461	<b>456</b>
<i>peine ferme</i>	40	55	<b>46</b>

Nombre moyen<sup>44</sup> de jours-amende avec sursis : 37 (44 en 2016)

Nombre moyen de jours-amende fermes : 64 (45 en 2016)

<b>Peines privatives de liberté</b>	6	10	<b>8</b>
<i>avec sursis</i>	1	5	<b>6</b>
<i>peine ferme</i>	5	5	<b>2</b>

<b>Travail d'intérêt général</b>	18	27	<b>17</b>
----------------------------------	----	----	-----------

## Ordonnances de non-entrée en matière, ordonnances de classement et acquittements

Le tableau suivant présente le nombre d'ordonnances de non-entrée en matière et de classement ainsi que le nombre d'acquittements.

Une plainte peut déboucher sur une ordonnance de non-entrée en matière si, après examen, il apparaît clairement qu'elle est sans fondement ou que les conditions légales pour poursuivre l'auteur ne sont pas réunies.

Une procédure pénale ouverte est classée s'il n'y a pas de raison de continuer la poursuite.

	2015	2016	<b>2017</b>
Non-entrée en matière	78	54	<b>46</b>
Classement	130	138	<b>175</b>
Acquittements / radiations du rôle	22	15	<b>22</b>

<sup>44</sup> Le *nombre* de jours-amende est fixé en fonction de la culpabilité de l'auteur et leur *montant*, selon la situation personnelle et économique de l'auteur au moment du jugement (art. 34, al. 1 et 2, du Code civil suisse [RS 311.0]).

## Répartition des procédures pénales par canton

Le tableau suivant présente le total des jugements communiqués. Le total des jugements communiqués est réparti en outre par catégorie de jugement. La différence par rapport à l'année précédente figure entre parenthèses.

Canton	Total des jugements	Non-entrée en matière	Classement	Acquittements / radiations du rôle	Condamnations
<b>AG</b>	<b>171</b> (- 23)	<b>1</b>	<b>11</b> (+ 6)	<b>5</b> (+ 3)	<b>154</b> (- 32)
<b>AI</b>	<b>3</b> (- 9)	<b>0</b>	<b>0</b> (- 2)	<b>0</b>	<b>3</b> (- 7)
<b>AR</b>	<b>9</b> (- 18)	<b>1</b> (- 3)	<b>3</b>	<b>0</b>	<b>5</b> (- 15)
<b>BE</b>	<b>315</b> (- 13)	<b>19</b> (+ 5)	<b>19</b> (+ 14)	<b>6</b> (+ 3)	<b>271</b> (- 35)
<b>BL</b>	<b>33</b> (+ 14)	<b>2</b> (+ 1)	<b>6</b>	<b>1</b> (+ 1)	<b>24</b> (- 6)
<b>BS</b>	<b>5</b> (- 76)	<b>0</b>	<b>1</b>	<b>0</b>	<b>4</b> (- 76)
<b>FR</b>	<b>28</b> (- 7)	<b>1</b> (- 2)	<b>3</b> (+ 2)	<b>0</b> (- 1)	<b>24</b> (+ 12)
<b>GE</b>	<b>42</b> (- 71)	<b>0</b>	<b>7</b> (- 9)	<b>0</b>	<b>35</b> (- 62)
<b>GL</b>	<b>13</b> (+ 8)	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>13</b> (+ 8)
<b>GR</b>	<b>67</b> (- 29)	<b>0</b> (- 1)	<b>22</b> (+ 22)	<b>0</b>	<b>45</b> (- 50)
<b>JU</b>	<b>6</b> (- 8)	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>6</b> (- 8)
<b>LU</b>	<b>133</b> (+ 27)	<b>0</b>	<b>1</b> (+ 1)	<b>1</b> (+ 1)	<b>131</b> (+ 25)
<b>NE</b>	<b>30</b> (- 63)	<b>1</b> (- 2)	<b>0</b> (- 2)	<b>1</b> (+ 1)	<b>28</b> (- 59)
<b>NW</b>	<b>10</b> (- 1)	<b>2</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>8</b> (- 1)
<b>OW</b>	<b>25</b> (+ 5)	<b>2</b>	<b>2</b> (- 1)	<b>0</b>	<b>21</b> (+ 6)
<b>SG</b>	<b>176</b> (- 17)	<b>0</b> (- 1)	<b>44</b> (+ 27)	<b>3</b> (+ 2)	<b>129</b> (- 45)
<b>SH</b>	<b>21</b> (- 13)	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>1</b> (+ 1)	<b>20</b> (- 14)
<b>SO</b>	<b>77</b> (+ 5)	<b>2</b> (+ 2)	<b>5</b>	<b>1</b> (+ 1)	<b>69</b> (+ 2)
<b>SZ</b>	<b>41</b> (- 4)	<b>3</b> (+ 3)	<b>6</b> (+ 2)	<b>0</b>	<b>32</b> (- 9)
<b>TG</b>	<b>47</b> (- 7)	<b>4</b> (+ 3)	<b>4</b>	<b>0</b> (- 1)	<b>39</b> (- 9)
<b>TI</b>	<b>17</b> (- 56)	<b>0</b>	<b>0</b> (- 2)	<b>0</b>	<b>17</b> (- 54)
<b>UR</b>	<b>15</b> (+ 7)	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>15</b> (+ 7)
<b>VD</b>	<b>86</b> (- 54)	<b>0</b>	<b>5</b> (- 2)	<b>0</b>	<b>81</b> (- 52)
<b>VS</b>	<b>36</b> (-78)	<b>2</b> (- 3)	<b>0</b> (- 5)	<b>1</b> (+ 1)	<b>33</b> (- 71)
<b>ZG</b>	<b>13</b> (- 10)	<b>0</b> (- 2)	<b>2</b> (- 3)	<b>0</b>	<b>11</b> (- 5)
<b>ZH</b>	<b>260</b> (- 198)	<b>6</b> (- 10)	<b>34</b> (- 1)	<b>2</b> (- 5)	<b>218</b> (- 182)
<b>Total</b>	<b>1679</b> (- 689)	<b>46</b> (- 8)	<b>175</b> (+ 37)	<b>22</b> (+ 7)	<b>1436</b> (- 725)

Sur le plan suisse, 85,5 % (91,25 % en 2016) des procédures pénales communiquées à l'OSAV ont débouché sur une condamnation.